

Intervention de Pierre- Alain Muet à l'Assemblée nationale

Séance du lundi 2 mai 2011

Programme de stabilité européen Extrait du compte rendu intégral

M. le président. La parole est à M. Pierre-Alain Muet.

[M. Pierre-Alain Muet.](#) Monsieur le président, madame la ministre, monsieur le ministre, monsieur le rapporteur général, M. Mariton vient de s'interroger sur le programme de stabilité pour lequel la majorité va voter. Je crois qu'il a raison.

En effet, depuis 2002, vous adressez tous les ans, à la Commission européenne et au Conseil, des programmes de stabilité qui, à l'exception de celui de l'année 2010, n'ont jamais été appliqués. M. Mariton est donc en droit de s'interroger sur le sens du vote que vous demandez à votre majorité.

La lecture de ce programme permet de faire des constats accablants. Je veux ainsi vous citer quelques chiffres.

Selon vos estimations, la dette atteindra 86 % du PIB en 2012, soit 1 800 milliards d'euros. Autrement dit, en dix ans, sous des gouvernements de droite, la dette aura doublé, puisqu'elle était inférieure à 900 milliards d'euros en 2002. Le constat est accablant.

Vous n'avez eu de cesse de répéter durant tous les débats que le déficit des dernières années était imputable à la crise. Nous vous faisons bien remarquer que, selon la Cour des comptes, les deux tiers de ce déficit étaient d'ordre structurel et qu'ils s'expliquaient donc par votre politique économique, mais vous avez toujours nié qu'il en soit ainsi. Or que constatons-nous à la lecture de ce programme ? Pour 2010, le déficit structurel s'élève à 5 % alors que le déficit global est de 7 %.

[M. Jean Mallot.](#) C.Q.F.D. !

[M. Pierre-Alain Muet.](#) Vos propres services écrivent donc que l'essentiel du déficit de 2010 est dû à la politique que vous avez conduite pendant des années.

Cette politique, ce sont les 70 milliards d'euros d'allègements fiscaux accordés depuis 2002 – près de 40 milliards depuis 2007 –, pour l'essentiel, aux plus fortunés.

Avec de tels allègements fiscaux, nous aurions pu espérer constater une baisse des prélèvements obligatoires. Elle aurait au moins été conforme aux promesses d'un imprudent candidat à la présidence de la République qui avait annoncé quatre points de baisse de ces prélèvements. Néanmoins, à la lecture du programme, nous constatons qu'il n'en est rien : l'augmentation des prélèvements obligatoires se poursuit : en 2012, ils retrouveront leur niveau de 2007, soit 43,7 % du PIB. Si vous restiez au pouvoir, cette tendance devrait d'ailleurs se poursuivre puisque nous parviendrions, selon vous, à 43,9 %.

Comment peut-on avoir d'un côté une baisse des impôts – il est vrai qu'il s'agit, pour l'essentiel, de ceux des plus fortunés – et, de l'autre, une augmentation des prélèvements obligatoires ? C'est un sacré paradoxe qui montre à quel point votre politique a été inégalitaire.

...En fait, la plupart de nos concitoyens n'ont rien vu des cadeaux fiscaux. En revanche ils ont bien subi les multiples hausses, même faibles, de tous les prélèvements. Finalement, les hausses ont

souvent été supportées par les plus modestes.

Venons-en à un autre chiffre.

Vous affichez un déficit extérieur de 3,7 % du PIB pour 2012. Il s'agit à nouveau d'un record. Je rappelle que de 1992 à 2004 la France connaissait un excédent extérieur. Le déficit est apparu en 2005 : à cette époque, il s'élevait à 0,5 % du PIB. En 2009, il atteignait 2 % ; selon vous, il en sera à 3,7 % en 2012. Durant tout ce temps, qu'avez-vous fait pour la compétitivité de notre pays ? Rien.

J'en viens à la croissance.

Le rapport Marini explique très bien les raisons pour lesquels les programmes de stabilité n'ont pas été respectés depuis 2002. Cela tient d'abord au fait que les dépenses ont cru plus fortement que ce que les programmes affichaient. C'est ensuite parce que la croissance du PIB n'a jamais été conforme aux programmes. Depuis 2002, vous pronostiquez systématiquement des taux de croissance annuelle situés entre 2,5 et 3 % de PIB. Chers collègues de la majorité, depuis vingt ans, pouvez-vous me citer un Gouvernement de droite qui ait fait 2,5 % de croissance ? Cela n'est jamais arrivé.

[M. Charles de Courson](#). Ce n'est pas le Gouvernement qui fait la croissance !

[M. Pierre-Alain Muet](#). Mais si, monsieur de Courson : c'est bien le Gouvernement qui fait en partie la croissance.

[M. Charles de Courson](#). Ils veulent revenir au Plan !

[M. Pierre-Alain Muet](#). Pour trouver un gouvernement de droite qui réussisse à obtenir 2,5 % de croissance, il faut remonter à 1987. Jamais, depuis vingt ans, vous n'avez réussi à atteindre ce chiffre. Il y a bien une période plus récente pendant laquelle la croissance annuelle de notre pays a dépassé 2,5 % pour s'élever à 3,2 %, mais la droite n'était pas au pouvoir. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Le discours de la droite, à l'instar de celui que vient de tenir M. de Courson, tend à affirmer que la croissance tomberait du ciel : les gouvernements n'y seraient pour rien. Ce n'est pas vrai. Certes, cela est tout de même partiellement exact car la croissance française dépend en partie de la croissance européenne.

[M. Jacques Alain Bénisti](#). Adressez-vous donc à M. Cahuzac : il tenait tout à l'heure le discours inverse !

[M. Pierre-Alain Muet](#). Surtout, ce qui fait la croissance d'une économie, dans une situation de chômage comme celle que nous connaissons depuis vingt-cinq ans, ce sont les créations d'emploi. À preuve, sous le mandat de M. Sarkozy, la croissance se situe, en moyenne, autour de 0 %.

[M. Jacques Alain Bénisti](#). Vous oubliez la crise !

[M. Pierre-Alain Muet](#). Sous Chirac, nous n'avons pas connu de crise : entre 2002 et 2007, le monde a connu la plus forte croissance de ces vingt-cinq dernières années. Celle-ci atteignait ainsi 2,5 % en Europe. Or elle n'était que de 2 % en France. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Lorsque M. Balladur puis M. Juppé étaient Premier ministre, la croissance était de 1,5 % en France, contre 2 % en Europe !

[M. Jacques Myard](#). C'est faux !

[M. Pierre-Alain Muet](#). Vous prétendez que, lorsque nous étions au pouvoir, nous avons bénéficié d'une croissance mondiale forte.

[M. Jacques Alain Bénisti](#). Absolument !

[M. Pierre-Alain Muet](#). Non, elle a été plus faible entre 1997 à 2002 qu'entre 2002 et 2007. Surtout, elle était de 2,5 % en Europe, mais de 3,2 % en France. Ce résultat, nous l'avons obtenu, non par miracle, mais grâce aux créations d'emploi. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Quand vous créez 400 000 emplois par an, la situation économique n'est pas la même que lorsque vous en détruisez, comme sous Sarkozy, ou quand vous en créez à peine 100 000 par an, comme sous les gouvernements de droite précédents. Voilà la réalité !

M. de Courson nous invite à parler de notre projet ; je vais en dire un mot.

[M. Charles de Courson](#). Allez-y !

[M. Pierre-Alain Muet](#). Selon les prévisions à moyen terme de la plupart des instituts, la croissance européenne devrait être, au mieux, de 2 % par an. Dès lors, nous estimons pouvoir atteindre l'objectif de 2,5 % que nous nous sommes fixé, non pas en attendant que la croissance tombe du ciel, mais en menant une politique spécifique. Quelle doit être cette politique ?

Il faut d'abord qu'elle tienne compte des trois caractéristiques de la situation conjoncturelle que nous trouverons en 2012 : premièrement, une demande insuffisante, que traduit un taux d'utilisation des capacités de production inférieur de huit points à la normale ; deuxièmement, une compétitivité totalement dégradée, qui exige de stimuler également l'offre à moyen terme ;...

[M. Charles de Courson](#). Comment ?

[M. Pierre-Alain Muet](#). ...troisièmement enfin, un déficit, que vous connaissez et qui sera loin d'être résorbé, car les mesures que vous prenez pour le réduire en 2011 sont ponctuelles et non reconductibles.

Dans ces circonstances, il convient de mener une politique globale agissant sur trois leviers.

Nous devons, tout d'abord, favoriser la création d'emplois, car c'est le meilleur moyen de relancer la croissance. Nous proposons ainsi de créer 300 000 emplois d'avenir. Cette mesure, qui permettrait de redonner du pouvoir d'achat, pourrait, en outre, être financée par la suppression de ce dispositif absurde de subvention des heures supplémentaires. À ce propos, je vous renvoie à une étude remarquable de l'OFCE, qui montre que l'on peut ainsi créer 300 000 emplois et éviter la destruction de 70 000 emplois, sans augmenter le déficit.

Cependant une telle politique de relance à court terme ne suffit pas ; elle doit être accompagnée par une politique industrielle, ce que vous avez complètement oublié, sauf lorsque vous avez lancé, en lien avec les régions, les pôles de compétitivité. Oui, nous mettrons en œuvre une politique industrielle ! Dans ce contexte, en relançant ainsi la croissance, on peut réduire les déficits d'un demi point par an, voire davantage, comme nous l'avons fait entre 1997 et 2001.

[M. Nicolas Perruchot](#). C'était au siècle dernier !

[M. Pierre-Alain Muet](#). Pas du tout...

M. le président. Ne vous laissez pas interrompre, mon cher collègue, car votre temps de parole est bientôt épuisé.

[M. Pierre-Alain Muet](#). Je vais conclure, monsieur le président.

En résumé, nous estimons qu'il faut agir sur trois leviers : maîtriser les déficits, mener une politique industrielle tout au long du quinquennat et, dès le début de celui-ci, relancer massivement l'emploi, car c'est le seul moyen de retrouver la croissance et la confiance à court terme. Ce que vous

proposez dans ce programme de stabilité n'est ni plus ni moins qu'une politique d'austérité massive.

M. Alain Vidalies. Très bien. Voilà la vérité !

M. Pierre-Alain Muet. Or l'histoire économique nous apprend que les politiques d'austérité ont pour effet, surtout lorsqu'elles sont conduites dans de nombreux pays simultanément, de casser la croissance sans pour autant réduire les déficits.

En conclusion, nous estimons que la réduction des déficits est une question de volonté politique et que seul un ensemble de politiques coordonnées peut y contribuer. Cette volonté politique, elle a singulièrement manqué depuis 2002 et, plus encore, depuis 2007. Le Président de la République tente de le faire oublier en menant une opération politicienne : l'examen du projet de loi constitutionnelle dont nous allons discuter demain. Néanmoins il ne remédiera pas à la situation dramatique dans lequel vous laissez les finances de notre pays. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Alain Vidalies. Les choses sont claires : il faut changer de politique !